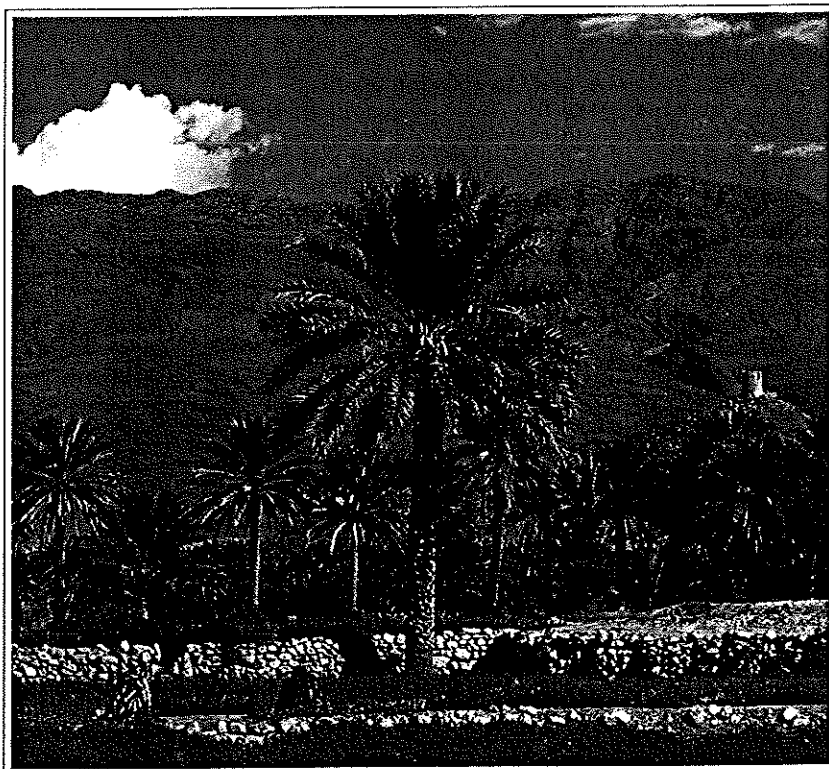


---

Marc Lavergne et Brigitte Dumortier  
(sous la direction de)

# L'Oman contemporain

État, territoire, identité



---

KARTHALA

---

### Conclusion : Un autre modèle de modernité ?

Là comme ailleurs, « le concept de patrimoine, qui suppose un impératif moral universellement partagé, semble n'appeler que le consensus, alors même qu'il est le fruit d'une dialectique complexe de la conservation et de la destruction<sup>34</sup> ». Il ne peut donc être séparé de la question de la modernité et plus particulièrement, concernant les nouveaux États du Golfe, du modèle de modernité qui a été adopté. Selon Paul Ricoeur, le concept de modernité en Occident sert d'abord « à élever à l'absolu le présent historique érigé en observatoire, voire en tribunal de toutes les formations, en particulier culturelles, qui l'ont précédées », il sert à dire la différence et la nouveauté du temps présent, la singularité et la supériorité de notre époque<sup>35</sup>. Si la modernité occidentale repose sur les valeurs cardinales de l'individualisme, de la technologie et de l'État moderne<sup>36</sup>, son actualisation dans les formations nationales récentes, aurait donné lieu à la substitution de la valeur de l'individualisme par celle du nationalisme. Louis Dumont fait ainsi du nationalisme un avatar de l'individualisme :

« ... la nation – celle de l'Europe occidentale au XIX<sup>e</sup> siècle – est le groupe socio-politique moderne correspondant à l'idéologie de l'individu. A ce titre, elle est deux choses en une : d'une part une collection d'individus, de l'autre l'individu au plan collectif, face à d'autres individus-nations<sup>37</sup> ».

La légitimation politique du régime omanais repose principalement sur une modernité jaillie de l'ère pétrolière, assimilant les bienfaits économiques dus à la rente au pouvoir du Prince et de la dynastie régnante. D'où le problème de traiter du passé et d'inventer un patrimoine qui doit « réconcilier l'héritage des clivages sociaux<sup>38</sup> » et se rattacher aux nouveaux monuments du présent.

34. Dominique Poulot, *op. cit.*, p. 9.

35. Paul Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Le Seuil, 2000, p. 401.

36. Paul Ricoeur, *op. cit.*, p. 410.

37. Louis Dumont, *Essais sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Paris, Le Seuil, 1991, p. 150.

38. Eric Davis, « Theorizing Statecraft and Social Change in Arab Oil-Producing Countries », in Eric Davis and Nicolas Gavrielides (éds), *op. cit.*, p. 24.

## 14

### L'activité féminine en Oman

Entre choix individuel et contraintes culturelles

Dawn CHATTY

Les Occidentaux ont souvent représenté les femmes du Moyen-Orient comme des ombres silencieuses ou des victimes impuissantes de coutumes et de traditions oppressives, incapables de s'organiser ou de se regrouper et empêchées d'entrer pleinement dans la sphère publique. Cependant, depuis une dizaine d'années, on a assisté à une explosion de recherches et de publications, reconnaissant les femmes comme des êtres de plein droit. On en est venu à considérer les femmes du Moyen-Orient comme des actrices politiques et économiques qui s'organisent, luttent et réfléchissent sur leur condition et sur l'avenir de leurs sociétés. Leurs actions estompent souvent la limite entre ce qui est considéré comme comportement culturel traditionnel et ce qui est moderne, étranger ou inacceptable<sup>1</sup>. Cependant, le courant majoritaire, essentiellement masculin, au pouvoir ne reconnaît pas la puissance de transformation contenue dans les comportements actuels des femmes, cette puissance qui fait évoluer la définition de la tradition et reculer les limites définies par les documents officiels et les législations sociales, tradition et limites qui rencontrent l'adhésion du public essentiellement masculin auquel elles sont destinées.

1. J. Tucker, *Arab Women : Old Boundaries, New Frontiers*, Bloomington, Indiana University Press, 1993 ; H. Hoodfar, *Between Marriage and the Market : Intimate Politics and Survival in Cairo*, Berkeley, University of California Press, 1997 ; E. Early, *Baladi Women of Cairo : Playing with an Egg and a Stone*, Boulder Col., Lynne Reiner, 1992.

Au Moyen-Orient, plus que partout ailleurs, il semble qu'il y ait des réticences de la part des gouvernements à permettre aux femmes de se regrouper. Bien qu'il existe quelques associations, syndicats ou coopératives féminines, ces groupes sont le plus souvent créés et contrôlés de près par des hommes pour les femmes<sup>2</sup>. La « libre » association des femmes brille par son absence dans la plupart des États du Moyen-Orient. A l'heure actuelle, on dénombre un certain nombre de groupes de femmes, indépendants et non gouvernementaux au Maroc, en Algérie, en Tunisie, en Égypte, en Cisjordanie, au Koweït et au Liban. Cependant, ils sont absents, tant dans les États fondamentalement conservateurs du Qatar, des Émirats arabes unis, d'Arabie Saoudite<sup>3</sup>, d'Oman, de Jordanie et du Yémen que sous les régimes « socialistes » radicaux d'Irak, de Libye et de Syrie. Les États conservateurs et les États socialistes semblent partager une commune défiance envers les groupes de femmes indépendants. Les régimes politiques conservateurs considèrent ces groupes comme dangereux parce qu'ils remettent en cause le contrôle strict que l'État exerce sur les femmes. Aux yeux des régimes « socialistes » radicaux, les groupes indépendants de femmes sont subversifs car ils remettent en cause le consensus général en vertu duquel la mobilisation des femmes doit se faire en fonction des objectifs nationaux. Ainsi, les groupes organisés de femmes au Moyen-Orient se heurtent à des obstructions et à des résistances à différents niveaux, selon des modalités variables dans le temps et dans l'espace<sup>4</sup>.

### Les femmes et l'État en Oman

Les hommes comme les femmes se sont heurtés à des réticences de la part des autorités omanaises, dès qu'il a été question de s'organiser en groupes. Les quelques organisations non gouvernementales, reconnues depuis une vingtaine d'années, sont essentiellement des clubs sportifs, culturels ou d'anciens étudiants pour les hommes ainsi que quelques associations d'aide aux personnes handicapées, avec des membres masculins

2. B. Shaaban, *Both Right and Left Handed: Arab Women Talk About Their Lives*, Bloomington and Indianapolis, Indiana University Press, 1988 ; H. al-Mughni, *Women in Kuwait: The Politics of Gender*, Londres, Saki Books, 1993.
3. M. Hatem, « The Enduring Alliance of Nationalism and Patriarchy in Muslim Personal Status Laws: the Case of Modern Egypt », *Feminist Issues*, printemps 1986, pp. 19-43.
4. La question des groupements de femmes au Moyen-Orient est approfondie dans l'ouvrage *Organizing Women: Formal and Informal Women's Groups in the Middle East*, D. Chatty and A. Rabo (éds), Oxford, Berg Publishers, 1997.

et féminins. Une seule association exclusivement féminine a été autorisée à fonctionner, sous un strict contrôle gouvernemental. Le gouvernement a repoussé toutes les autres tentatives d'associations féminines, les jugeant culturellement inacceptables. Néanmoins, ce que les groupes de femmes se voient refuser, une femme a plus de chance de l'obtenir individuellement.

On a pu qualifier de « Tibet de l'Arabie » le sultanat d'Oman, à l'écart des grands courants mondiaux jusqu'au début des années 1970. Néanmoins, à la différence de nombreux États du Golfe, l'hétérogénéité de sa population était marquée : une élite urbaine marchande entretenait des liens culturels et commerciaux avec l'Inde et la côte orientale de l'Afrique ; le long de la côte prédominaient des communautés semi-autarciques de pêcheurs et dans les vallées montagnardes, des communautés pratiquant l'agriculture en terrasses ; à l'intérieur du pays, quelques villes concentraient le commerce local et régional et l'enseignement religieux. Ces communautés reflétaient le vaste et florissant empire colonial de l'Oman et incorporent des éléments baloutches, persans et africains dans la culture dominante. Le désert central du pays abritait un certain nombre de tribus nomades pastorales présentant des caractéristiques sociales et culturelles issues de la péninsule Arabique.

Avant 1970, les communications et déplacements entre villes et villages d'Oman se comptaient en jours, voire en semaines. Il était extrêmement difficile à la petite classe de riches marchands d'éduquer ses enfants. Les trois écoles modernes n'acceptaient que cent garçons, sélectionnés personnellement par le sultan. De nombreuses familles de marchands choisissaient donc d'envoyer les jeunes garçons faire leurs études à Bombay, Koweït, Bahreïn, Mombassa ou au Caire. De temps en temps, des familles omanaises entières émigraient et élevaient leurs enfants en Afrique de l'Est ou dans des environnements britannique ou indien.

Après une révolution de palais qui porta le sultan Qabous bin Saïd au pouvoir en 1970, le pays a évolué rapidement. Alors que le sultan précédait avait résisté à la « modernisation » et au progrès, se contentant des projets qu'il pouvait payer comptant, son fils le sultan Qabous commença à programmer des écoles, des cliniques et des hôpitaux ; il construisit des routes et autres infrastructures. Des Omanais vivant à l'étranger furent encouragés à revenir au pays : de nombreux hommes et femmes éduqués rentrèrent avec l'intention de construire leur nation après des décennies de stagnation. Dans un État d'esprit décrit notamment par Dodd<sup>5</sup> ou

5. D. Eickelman, *The Middle East: An Anthropological Approach*, Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice Hall, 1989.
6. P. Dodd, « Family Honour and the Forces of Change in Arab Society », *International Journal of Middle East Studies*, octobre 1973, pp. 40-54.

Moghadam<sup>7</sup> comme habituel dans un contexte de révolution ou de lutte nationaliste, les femmes furent mobilisées et prirent part à de nombreux aspects du développement de l'Oman. Des femmes s'engagèrent dans les forces armées, dans les forces de police, dans la fonction publique, dans le système éducatif, à la radio et à la télévision. Le taux d'alphabétisation, inférieur à 10 % en 1970, atteignit les 20 %, au début des années 1980. Un réseau de routes goudronnées fut construit et Mascate fut reliée par une route moderne à Salalah, la seconde ville du pays, à 1 000 kilomètres au sud. Puis les transformations sociales et économiques, fondées essentiellement sur la richesse pétrolière du pays, commencèrent à marquer le pas.

A la fin des années 1970 et au début des années 1980, le nombre d'Omanais revenus au pays et celui des jeunes hommes diplômés avaient atteint un tel niveau qu'il était devenu difficile de trouver un emploi. Les femmes, notamment, commençaient à sentir les possibilités se rétrécir. Passée l'urgence de la construction nationale, les femmes ont commencé à ressentir un renforcement du contrôle et la mise en place de barrières rendant leur entrée dans la vie publique beaucoup plus difficile. La présence féminine dans la police, l'armée et autres services publics, si développée dans la période précédente, se réduisit considérablement. Le gouvernement en vint à traduire cette évolution par une révision et un durcissement des frontières délimitant les « comportements genrés<sup>8</sup> », culturellement admis dans la société omanaise.

L'attitude des gouvernements omanais par rapport à la formation de groupes de femmes dans les années 1970 et au début des années 1980 reflète une évolution similaire, d'une attitude ouverte et tolérante envers les deux sexes à une définition conservatrice et culturellement rigide des comportements féminins tolérés. Durant la première phase de construction de l'État moderne, la première organisation pour les femmes – l'Association des Femmes omanaises – fut fondée par quelques épouses de grandes familles marchandes et entérinée par un décret du sultan en 1971. Ses objectifs étaient de porter assistance aux femmes les plus démunies du pays. Cependant en 1978, après avoir renforcé les institutions et l'administration, le gouvernement reprit en main l'association qui fut incorporée au ministère des Affaires sociales et de l'Emploi. L'essentiel de ses activités fut contrôlé et dirigé par les hommes du ministère. En 1984, on créa une Direction générale de la Femme et de l'Enfant, où on nomma une femme, issue de l'élite marchande, comme directrice générale. On créa un sous-département pour les associations de femmes et la fondatrice de l'Association des Femmes

7. V. Moghadam, *Gender and National Identity: Women and Politics in Muslim Societies*, Londres, Zed Books, 1994.

8. Le « genre » est la construction sociale du sexe (NDT).

omanaises fut chargée de la création et de la gestion de nouvelles branches de l'association dans tout le pays. Dans ce cadre, le ministère des Affaires sociales décida que les femmes pourraient se rencontrer, apprendre les rudiments de l'hygiène, de la cuisine et de la gestion domestique, enseignés essentiellement par des travailleurs égyptiens expatriés. Des pouponnières et des crèches furent mises en place pour permettre aux femmes de suivre ces cours ainsi que des classes d'alphabétisation.

A la fin des années 1980, on encouragea les femmes à s'investir dans l'aide aux personnes handicapées ou invalides. Un certain nombre de ces associations gouvernementales de femmes ouvrirent des centres pour enfants handicapés et leurs mères. C'étaient surtout des unités de soins de jour qui offraient de brefs répit aux mères qui avaient la charge continue de leurs enfants handicapés. On encouragea les femmes omanaises de l'élite marchande ainsi que celles revenues récemment de l'étranger à participer bénévolement au fonctionnement de ces centres.

Le gouvernement continua à inciter les Omanais émigrés à revenir au pays. Beaucoup d'entre eux avaient passé plusieurs décennies à l'étranger. Ceux qui revenaient d'Afrique orientale étaient appelés Omanais de Zanzibar. Ces derniers, ainsi que ceux qui avaient vécu au Royaume-Uni ou ailleurs, revenaient en Oman avec certaines opinions sur les comportements appropriés aux deux sexes, opinions qui reflétaient les cultures plus ouvertes issues de leurs environnements migratoires respectifs. Les Omanaises qui commencèrent à investir le marché du travail, dans les bureaux, à la radio et à la télévision et dans les affaires appartenaient généralement à la communauté d'Omanais expatriés ou aux Zanzibaris.

A la fin des années 1980 et durant les années 1990, une transformation commença à s'opérer dans les comportements culturels considérés comme convenables. La liberté, accordée auparavant aux hommes comme aux femmes d'explorer différents domaines d'activité dans l'intérêt de la construction nationale, commençait à laisser place à l'interdiction systématique de certains emplois aux femmes. Au milieu des années 1990, le gouvernement omanais interdit aux femmes de s'organiser en groupes<sup>9</sup>, les excluant de certains programmes d'éducation et les décourageant d'occuper certains emplois.

9. Vers 1985, l'Oman comptait plusieurs douzaines d'organisations non gouvernementales, mais l'Omani Women's Association était la seule organisation exclusivement féminine dans le pays.

### L'interdiction pour les femmes de s'organiser en groupes

En 1981, j'ai commencé un travail qui dura 14 ans avec une petite tribu pastorale nomade de 3 000 membres, vivant sur le pourtour sud du Roub al-Khali<sup>10</sup>. Mon rôle, durant ces premières années, était d'aider le gouvernement omanais à étendre les services sociaux à cette communauté reculée, sans l'obliger à abandonner son genre de vie traditionnel. Cette tribu, les Harassis, survivait dans un désert hostile et très aride, en élevant des troupeaux de chameaux et de chèvres pour le lait. Ils parcouraient un espace de près de 40 000 kilomètres carrés (soit la superficie approximative de l'Écosse) ; des unités familiales élargies de 10-12 personnes se déplaçaient dans le désert avec leurs troupeaux en suivant les pâturages éphémères qui apparaissent après les rares pluies ou d'épais brouillards. Les femmes et les filles les plus âgées possédaient les animaux les plus petits, tandis que, presque partout, les hommes et les garçons plus âgés possédaient les chameaux. Dans certaines circonstances les familles devaient séparer leurs troupeaux, les hommes et les garçons plus âgés partant avec le troupeau de chameaux à la recherche de pâturages et d'eau tandis que les femmes et les jeunes enfants se mettaient à la recherche de végétation plus adaptée aux troupeaux de chèvres. Ces groupes familiaux éclatés pouvaient fonctionner séparément pendant des semaines et parfois des mois avant de se regrouper.

Même quand les groupes familiaux ne se séparaient pas pour les besoins des troupeaux, les femmes dirigeaient le foyer pendant de longues périodes, en l'absence des maris, pères et frères. Il n'était pas rare pour un homme de s'éloigner du groupe pendant plusieurs mois afin de mener un troupeau de chameaux ou plus récemment afin de chercher un emploi dans les pays voisins. Même quand les deux époux étaient présents en même temps, la répartition sexuelle du travail reflétait plus la complémentarité de leurs rôles respectifs qu'une présumée subordination des femmes. Les femmes étaient régulièrement consultées avant les réunions des anciens de la tribu. Quand ces conseils se tenaient en leur présence, les femmes participaient activement aux discussions. Si nécessaire, elles rencontraient des fonctionnaires gouvernementaux et représentaient la famille en l'absence des hommes. Des organisations sociales très similaires sont décrites en détail par Jantzen<sup>11</sup> pour les tribus Jebali du Dhofar, les voisins méridionaux des Harassis et évoquées dans les travaux de Dostal cités par Jantzen sur les Mahra et d'autres tribus

10. Ce désert hyperaride, le « Quart Vide » occupe le sud-est de la péninsule Arabique (NDT).

11. J. Jantzen, *Nomads in the Sultanate of Oman : Tradition and Development in Dhofar*, Boulder et Londres, Westview Press, 1986.

sud-arabiques. Les femmes et les hommes de ces sociétés faisaient preuve d'une indépendance d'action et de pensée, décrite dans la littérature sur les pasteurs nomades mais rarement de manière aussi évidente<sup>12</sup>.

Quand j'ai commencé à travailler avec cette communauté, les véhicules tout-terrain venaient juste de faire leur apparition. En 1976, le premier 4x4 fut introduit par un homme de la tribu qui avait travaillé à l'étranger. Cinq ans plus tard, 80 % des familles possédaient un véhicule. Pour acheter des voitures, il fallait vendre des chameaux, possessions des hommes, et les véhicules étaient donc considérés comme leur propriété. L'automobile allait transformer profondément la vie des Harassis. Pour les besoins de cet article, je soulignerai brièvement l'impact du transport automobile sur l'économie traditionnelle de subsistance et la manière dont il a entraîné les groupes familiaux dans l'économie nationale de marché.

Les 4x4 ont été spontanément et universellement acceptés par la tribu Harassis, pour lesquels ils représentaient une aide considérable dans l'économie traditionnelle. Les véhicules pouvaient transporter les hommes et les animaux à travers le désert, jusqu'aux points d'eau (seulement six en 1981) et vers de nouveaux pâturages en très peu de temps. Un voyage de trois semaines pouvait être réduit à neuf ou dix heures. Mais les véhicules ne pouvaient pas rouler au lait de chamelle ou au lait de chèvre et, pour utiliser leur véhicule, les hommes durent trouver un emploi rétribué. Le salaire moyen d'un vigile, d'un chauffeur ou d'un gardien – les emplois locaux offerts aux Harassis – représentait l'argent nécessaire au carburant et à l'entretien d'un véhicule à moteur<sup>13</sup>.

En cinq ans, il y eut dans chaque foyer un homme travaillant pour un salaire. Mais ce revenu était presque entièrement consacré à l'entretien et au fonctionnement des véhicules. La plupart des biens de consommation nécessaires à la survie de tout le groupe pastoral (farine, sucre, thé, café, dattes, objets manufacturés et autres produits de consommation courante), en provenance des villages ou de la ville, étaient achetés sur la base du troc. De temps en temps, des objets de luxe parvenaient dans les intérieurs pastoraux, mais l'existence reposait essentiellement sur une économie de subsistance basée sur le lait de chèvre et de chamelle. Lentement, en cinq ou six ans, d'autres objets modernes commencèrent à apparaître dans les campements

12. D. Chatty, *Mobile Pastoralists : Development Planning and Social Change in Oman*, New York, Columbia University Press, 1996 ; W. Lancaster, *The Rwala Beduin Today*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981.

13. D. Chatty, *Women's component in Pastoral Community Assistance and Development, Sultanate of Oman*, New York, UNDP, 1984 ; « Tradition and Change Among the Pastoral Harassis in Oman », in M. Salem-Murdoch, M. Horowitz, M. Sella, *Anthropology and Development in North Africa and the Middle East*, Boulder, San Francisco et Oxford, Westview Press, 1990.



— réchaud à gaz, ustensiles de cuisine, bouteilles thermos, couches, bijoux en or, montres, radios et lecteurs de cassettes. Beaucoup de ces objets ont simplifié et amélioré la qualité de vie des femmes qui commencèrent à encourager des achats allant dans ce sens. Mais ceux-ci étaient limités par la quantité d'argent qu'une femme pouvait obtenir par la vente occasionnelle des chevaux, dans les villes-marchés aux marges du désert. Traditionnellement, le revenu fourni par ces jeunes animaux suffisait à l'approvisionnement alimentaire de base, ainsi qu'à l'acquisition de quelques objets de luxe, jusqu'à la saison suivante. Néanmoins, progressivement, ce revenu s'avéra insuffisant tandis qu'apparaissaient sur les marchés régionaux de plus en plus de biens modernes que les familles Harassis désiraient acheter.

En 1986, deux femmes, particulièrement douées pour le tricot et le tissage d'étoffes traditionnelles en poil de chameau, à usage fonctionnel et ornemental pour le harnachement des chameaux, commencèrent à utiliser les mêmes techniques artisanales pour fabriquer des porte-clés pour les hommes, afin de les aider à retrouver leurs clés quand ils les égarèrent ou les laissaient tomber dans le sable. Cette simple idée de tresses et galons de laines colorées pour porte-clés remporta un succès instantané, de même que la réalisation d'autres objets destinés à décorer les nouvelles bêtes de somme — les 4x4. En moins d'un an, les porte-clés se vendaient au voyageur et au touriste occasionnel, dans l'unique station-service le long des 800 kilomètres de route goudronnée, à Haïma. Avec l'aide d'un expert tisserand britannique, les femmes Harassis furent encouragées à produire ces porte-clés pour leur vente à Mascate, à 500 kilomètres de là. A l'origine, il n'y avait pas plus d'une demi-douzaine de femmes qui fabriquaient des porte-clés. Mais les ventes décollèrent et, en 1990, 42 femmes en fabriquaient pour deux magasins de la capitale. La production annuelle atteignait presque 2 000 unités. Les femmes étaient passionnées par cette entreprise et souhaitaient que cette aventure ait un sens. Des rumeurs commencèrent à circuler au sujet de l'ouverture par le gouvernement d'un centre qui leur serait destiné, à Haïma, où elles pourraient se rencontrer, prendre du repos ou simplement se rendre visite — ce que les hommes faisaient déjà dans la salle de réception du gouverneur local. Je suggérai aux femmes (et à certains maris) de transformer ce groupe de travail coopératif informel en association non gouvernementale. Avec une reconnaissance formelle du groupe par le gouvernement, on pourrait présenter à un organisme international une demande de bourse destinée à transformer l'activité en une entreprise viable, capable d'organiser sa propre commercialisation, de tenir sa comptabilité et de gérer un fonds de roulement. Le revenu de cette activité augmenterait considérablement le pouvoir d'achat des femmes productrices, leur permettant le plus souvent d'acheter les denrées alimentaires nécessaires, et, dans quelques cas,

d'augmenter leur bien-être individuel. Cette suggestion fut accueillie avec enthousiasme par l'ensemble de la communauté. L'idée de créer une activité commerciale viable, productive et moderne dans le désert plaisait beaucoup aux hommes et aux femmes Harassis.

Ensuite a démarré le processus de demande de reconnaissance du groupe en tant qu'association auprès du gouvernement omanais. Les hommes Harassis soutenaient leurs épouses, sœurs et filles en les amenant dans le bureau du gouverneur local pour le relevé des empreintes digitales et deux maris allèrent jusqu'à accepter de signer comme responsables de l'association (quelques hommes étaient alphabétisés mais aucune des femmes). Les dossiers, les projets de statuts et de règlement terminés furent joints aux empreintes digitales et l'ensemble fut soumis aussitôt au ministère des Affaires sociales pour approbation.

Durant la même période, j'appris que le Programme des Nations unies pour le Développement proposait des bourses pour ce type de projet communautaire sous la dénomination de « People's Participation Programme ». Je soumis un dossier de bourse de 540 000 dollars pour un an afin de transformer ce groupe de femmes en coopérative autonome. La demande de bourse fut acceptée en un temps très rapide; il ne manquait plus sur les documents qu'un tampon officiel du gouvernement, reconnaissant ces femmes comme une ONG omanaise. Les retards se sont succédés. Il était évident que le gouvernement n'était pas préparé à reconnaître ce collectif informel de femmes comme entité légale. Sans cette reconnaissance, le groupe ne pouvait pas recevoir de bourse internationale. L'explication officielle d'une conseillère au ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, issue de l'élite marchande, était que le gouvernement considérait ces femmes, nomades, bergères et illettrées, comme des enfants. Elles devaient être surveillées par le gouvernement, comme un enfant est surveillé par son père. Elles n'étaient simplement pas assez « modernes » ni « civilisées » pour se charger de la responsabilité d'une association formelle. On pourrait les exploiter et c'était le devoir du gouvernement de les protéger. Le ministère les surveillerait à sa manière et, le moment venu, mettrait en place une activité artisanale, rémunératrice pour elles, mais dirigée par des hommes du gouvernement. D'une autre source, également fiable, j'appris que cette somme, affectée à ce groupe de femmes isolé et marginal, représentait une tentation trop grande. D'autres services au sein du ministère des Affaires sociales et de l'Emploi voulaient détourner ces fonds pour leur propres projets locaux.

Les Harassis engagés dans cette entreprise ne comprirent pas qu'on leur ait refusé de former une association non gouvernementale. Les deux Harassis alphabétisés (les deux seuls, à ce moment-là) considérèrent cet échec comme

une manifestation inexplicable du pouvoir central. Ils ne perçurent aucun parti pris lié au sexe dans le refus du gouvernement de reconnaître l'effort du groupe et soupçonnèrent que tant d'argent, promis trop rapidement, avait suscité avidité et envie. Ils pensaient qu'il n'y avait pas de honte à ce que les femmes s'organisent dans le cadre d'une coopérative économique pour améliorer les conditions de vie de leurs familles. Il n'y eut pas non plus de remarques considérant ces comportements comme contraires aux préceptes de l'islam. Une telle attitude indiquait une plus grande égalité de vie entre les hommes et les femmes dans le Jiddat-il-Harassis. De tels idéaux se reflétaient dans leur conception de l'islam et les places bien définies et complémentaires de l'homme et de la femme dans la société. Ils s'étaient préparés à coopérer, à prendre en charge la comptabilité et d'autres aspects plus formels du projet qui amèneraient le groupe au contact d'Omanais citadins, ayant peut-être des conceptions plus rigides de la place des hommes et des femmes dans la société.

En Oman, comme dans la plupart des État-nations modernes du Moyen-Orient, les femmes ont été et sont encore manipulées pour représenter symboliquement l'intégrité de la culture dominante dans le pays. Elles sont perçues d'abord comme épouses et mères et la ségrégation des sexes est habituelle. Pour obtenir un statut, les femmes doivent se marier et avoir des enfants. Leurs maris contrôlent leurs possibilités de travailler et de voyager et ont un droit unilatéral au divorce. Les enfants appartiennent à la famille de l'époux et peuvent être perdus pour la mère lors d'un divorce. L'honneur de la famille et la bonne réputation – ou au contraire, la honte – reposent essentiellement sur le comportement public des femmes et renforcent ainsi le degré élevé de ségrégation sexuelle dans la société<sup>14</sup>. Ainsi, quand les femmes forment des groupes, il semble qu'il y ait peu d'interprétations possibles. On accepte seulement les femmes dans des groupes qui se conforment aux idéaux culturels établis par l'État, qui réserve aux femmes des rôles humanitaires et éducatifs, perpétuant l'image d'une conduite

14. On peut considérer que les hommes et les femmes Harassis suivent les idéaux culturels dominants concernant les femmes jusqu'à un certain point. Avec le mariage, les hommes et les femmes Harassis sont considérés comme membres à part entière de la communauté. Pour les femmes, la capacité de gérer les troupeaux de petit bétail, de diriger leurs foyers en l'absence des maris, de soutenir l'honneur de la famille par leur bonne conduite et le respect prudent d'une tenue modeste et du voilage intégral en l'absence de ségrégation physique est d'une importance essentielle. Le divorce n'est pas unilatéral et peut être demandé par la femme qui retourne alors dans sa famille d'origine. Dans le milieu difficile du Jiddat-al-Harassis, la contribution des femmes à la famille et à la communauté est hautement considérée. Des adultes isolés ne peuvent tout simplement pas survivre. Aussi, la polygamie est rare et la monogamie en série la règle plutôt que l'exception, la succession de partenaires pour la jeunesse, l'âge mûr et la vieillesse n'étant pas rare.

publique réservée, d'un maintien modeste, d'un idéal d'honneur familial et de générosité. C'est pourquoi, dans de nombreux pays du Moyen-Orient, on autorise seulement les femmes à former des organisations caritatives vouées au bien-être des personnes nécessiteuses, invalides ou handicapées. Les autres formes d'association – y compris les groupes d'entraide, les coopératives de production ou des équipes de bénévoles qualifiées – sont souvent interdites par la loi. Il semblerait que, quand les femmes s'organisent dans des groupes dont les activités ne sont pas approuvées par le gouvernement, elles soient perçues comme une menace pour les fondements d'un État sous domination masculine.

### La promotion de la femme par la formation et l'emploi

Au Moyen-Orient, quand les femmes agissent en tant qu'individus, la scène sur laquelle elles jouent prend un aspect plus conforme aux réalités et aspirations de leurs vies. La femme individuelle, en contrôlant avec précaution sa conduite féminine, réussit souvent à circonscrire ou à contourner les obligations culturellement acceptées qui appauvrissent sa vie. En Oman, et au Moyen-Orient en général, on rencontre des femmes éduquées dans presque toutes les professions libérales et d'encadrement. En Arabie Saoudite et dans les autres États du Golfe, les femmes sont souvent enseignantes ou infirmières. En Oman, les femmes occupent des emplois de juristes, de médecins, de dentistes, d'ingénieurs, d'économistes, de banquières et de professeurs d'université.

Une analyse rapide du premier Recensement général de la population de l'Oman (1993) montre que la plus importante catégorie d'emplois pour les femmes est celle des professions libérales, à laquelle se rattache environ un tiers (31,2 %) des Omanaises occupant ou ayant occupé un emploi<sup>15</sup>. Dans ce groupe de femmes, 80 % ont occupé ou occupent encore des postes de haute qualification ou d'encadrement à Mascate. Ainsi, au milieu des années 1990, 40 % des femmes économiquement actives, occupant ou non un emploi,

15. Le recensement omanais classe l'activité économique selon la classification standardisée préconisée par les Nations unies. La catégorie « professional, technical workers » inclut, parmi d'autres, des emplois comme les physiciens et autres techniciens en physique, les architectes et ingénieurs, les biologistes et les techniciens attachés, les professions médicales, dentaires et vétérinaires, les statisticiens, les mathématiciens, les analystes de systèmes et les personnels associés, les économistes, les comptables, les juristes et les journalistes. Même si cette catégorisation peut masquer des emplois culturellement spécifiques dans des contextes différents, elle est utile pour des comparaisons internationales de la composition de la main-d'œuvre.

appartenaient à la catégorie des cadres et professions libérales<sup>16</sup>. La part significative de l'emploi présent ou passé dans la catégorie « professionnel » du recensement omanais confirme la configuration esquissée précédemment. Les Omanais éduqués, pour nombre d'entre elles, à l'étranger étaient encouragés à travailler, à côté de leurs compatriotes masculins, dans des emplois culturellement acceptables pour aider à bâtir une société moderne, tournée vers l'Occident<sup>17</sup>.

Cependant, les Omanais ne représentent qu'un très faible pourcentage (8,6 %) des actifs omanais. Selon les définitions internationales admises, la population active économiquement exclut les catégories suivantes : étudiants, femmes au foyer, retraités, rentiers et personnes incapables de travailler. Selon une telle définition, il n'est pas surprenant qu'une proportion significative d'Omanaises ne soit pas classée comme économiquement active (plus de 90 %)<sup>18</sup>. Ces résultats semblent indiquer un sérieux sous-enregistrement du travail féminin dans les zones rurales du pays, travail important dans l'agriculture et l'élevage<sup>19</sup>. Dans les régions intérieures de l'Oman et dans la péninsule Arabique en général, les femmes sont engagées dans la production agricole, par la gestion de petits troupeaux de chèvres ou de moutons et la culture du fourrage, activités incluses dans leur travail domestique. Cette activité vitale ne relève, pour le ministère de l'Agriculture comme pour le Comité omanais du Recensement, que du statut de « femme au foyer ». Le ridicule d'une telle définition de l'activité féminine est d'autant plus évident que l'on ignore systématiquement la production pastorale des femmes pour les troupeaux de chèvres et de moutons, dans les régions désertiques du pays, et que toutes les femmes des ménages pastoraux sont classées comme « femmes au foyer », par opposition aux femmes économiquement actives<sup>20</sup>.

16. UNICEF, *A Statistical Profile of Omani Women : Based on an Analysis of Data from the first General Population Census of Oman*, Mascate, UNICEF, 1996.

17. On trouve un deuxième groupe d'Omanaises travaillant ou ayant travaillé comme employées de bureau (15 %). Et enfin, un dixième des Omanaises occupent ou ont occupé des emplois subalternes (UNICEF 1996). Il est significatif que ce groupe soit en majorité d'origine rurale.

18. Les taux d'activité économique « spécifiques » ou « ajustés » qui rapportent les personnes économiquement actives âgées d'au moins quinze ans sur la population totale âgée de 15 ans et plus, donnent un taux d'activité économique ajusté de 68 % pour les Omanais et de presque 7 % pour les Omanaises (UNICEF 1996).

19. Un tel sous-enregistrement est commun à l'ensemble du Moyen-Orient. Si on prend l'exemple de l'Égypte, les statistiques nationales de 1960 (rapporté par Hoodfar, *op. cit.*, p. 109) indiquaient que seulement 4 % de la main-d'œuvre agricole était féminine. Mais une enquête rurale détaillée avait trouvé que 25 % du travail non domestique était réalisé par les femmes.

20. Un exemple de ce sous-enregistrement ou de cette inaptitude à tenter de quantifier une réalité est fourni par les données de recensement omanais pour la région d'Al Wusta, région désertique centrale du pays. C'est essentiellement un espace de production

En Oman, durant toutes les années 1970 et 1980, des femmes ont occupé, individuellement, des emplois dans des professions culturellement acceptables. Dans les années 1970, des Omanaises travaillaient dans les secteurs public et privé, dans une grande variété de domaines professionnels et techniques. Tandis qu'on acceptait que les femmes travaillent dans les sciences, l'ingénierie, la comptabilité, la médecine et le droit, la profession d'infirmière était réprouvée ainsi que les emplois « élémentaires » non qualifiés de femmes de ménage chez les particuliers ou dans l'industrie. Cette dernière catégorie était fournie, à l'origine, par une main-d'œuvre masculine importée du sous-continent indien. En dépit des efforts concertés du gouvernement omanais, au début des années 1990, pour réduire cette dépendance vis-à-vis de la main-d'œuvre importée, qualifiée ou non, la majorité des emplois non qualifiés du pays sont restés aux mains de travailleurs non omanais.

A la fin des années 1980 et au début des années 1990, j'ai enseigné à l'Université Sultan Qabous, qui avait ouvert en 1986 et était composée d'un certain nombre de facultés – Médecine, Agriculture, Ingénierie, Sciences, Éducation et Études islamiques. Elle avait été bâtie à 50 kilomètres de la capitale, dans un lieu isolé, difficilement accessible par transport public. De nombreux habitants des villages alentour utilisaient les services du grand hôpital universitaire. En 1991, j'ai commencé à remarquer des Omanaises qui marchaient le long de la route menant de l'hôpital à la route principale reliant Mascate aux principales villes de l'intérieur, Nizwa, Ibra, Bahla et Ibra. Ce segment de route, long de 5 kilomètres, était peu fréquenté, exception faite des véhicules à destination de l'Université ou du village d'Al-Khoud. Il n'y avait pas de transport public, même si, de temps en temps, un pick-up s'arrêtait pour emmener des personnes qui attendaient ou marchaient le long de la route. Dans tout l'Oman, il était assez fréquent de voir des hommes marcher ou faire de l'auto-stop, car pour beaucoup c'était le seul moyen de se rendre d'une ville ou d'un village à un(e) autre. Cependant, il était inhabituel de voir des femmes marcher le long de bas-côtés goudronnés. Au début, je pris ces femmes pour des patientes quittant l'hôpital pour rentrer chez elles. En fait, certaines travaillaient comme aides-soignantes à l'hôpital, d'autres comme femmes de ménage dans les résidences ou les instituts universitaires ; quelques-unes travaillaient dans les cuisines de l'université comme aides cuisinières.

Ce type d'activité était très nouveau en Oman. J'avais, au cours d'un certain nombre d'années, rencontré de temps en temps des aides-soignantes

pastorale de chameaux et de chèvres. Le recensement y enregistre le taux le plus élevé d'activité masculine (81,8 %) et le taux le plus faible d'activité féminine (2,2 %). Il n'est pas possible que ces valeurs reflètent la réalité du travail des femmes dans cette région.



dans les principaux hôpitaux du pays. C'étaient presque toujours des femmes plutôt âgées, divorcées, sans enfants. De tels emplois locaux, dans les hôpitaux ou cliniques, remplissaient plusieurs fonctions. Ils donnaient aux femmes un nouveau rôle dans la communauté, même si leur statut était bas, et leur permettaient de se prendre en charge dans des cas de dénuement. Cependant, les femmes que je rencontrais à l'extérieur des grilles de l'Université semblaient différentes. Une ou deux d'entre elles venaient de divorcer, mais la plupart étaient mariées et leurs maris travaillaient chez eux dans leur palmeraie. Toutes luttaient pour joindre les deux bouts afin d'aider leurs maris et leurs enfants ; toutes avaient pris cet emploi récemment ; presque toutes avaient entre trente et soixante ans.

Je continuai à me renseigner pour essayer de déterminer l'extension de cette nouvelle catégorie d'emplois au sein de l'Université : au milieu des années 1990, presque tous les sous-traitants de l'Université pour le ménage et la restauration employaient des Omanaises, originaires de villages proches et d'autres plus éloignés. Les données statistiques semblent confirmer la tendance des femmes illettrées à rechercher un emploi dans le secteur non qualifié. Le recensement de 1993 révèle que le pourcentage régional le plus élevé de femmes occupant des emplois subalternes se rencontre dans la Daqaliya – la zone rurale qui fonctionne comme aire de services pour l'hôpital de l'Université ainsi que pour les hôpitaux et cliniques de Nizwa. Il révèle en outre que les femmes occupant des emplois subalternes sont plus âgées, avec moins d'un tiers dans la trentaine (30 %), plus d'un tiers dans la quarantaine (36 %) et un cinquième dans la cinquantaine. Ces données confirment la situation sur le terrain ; certaines Omanaises, d'origine rurale, illettrées, ont commencé à se présenter pour un emploi loin de leurs foyers et parfois à une certaine distance de leurs villages. En apparence, il semblerait qu'elles se dégagent des limites et des schémas culturels prescrits qui circonscrivent habituellement leurs vies.

Des exemples isolés de femmes illettrées s'engageant dans des emplois à très bas salaires à l'extérieur de leur communauté sont signalés dans d'autres États du Golfe et en Arabie Saoudite. Dans tous ces cas, il s'agissait d'une recherche d'emploi par nécessité, avec en toile de fond, un divorce, un décès ou une autre situation de dénuement : une veuve ou une divorcée s'efforçant de subvenir aux besoins de ses enfants, et de temps en temps, une fille aidant à l'entretien d'un père âgé ou malade. Ce sont tous des exemples de femmes qui repoussent les limites des comportements culturellement appropriés vers de nouvelles frontières, soit en l'absence d'hommes dans le foyer, soit avec leur accord.

## Conclusion : entre choix individuel et contraintes culturelles

Les vingt-cinq dernières années ont été une période de changement considérable, de développement rapide des infrastructures et de forte croissance du marché du travail national. Les Omanaises éduquées ont contribué à une part significative de cette croissance. Cette réalité statistique a été considérée par certains comme la preuve que les contraintes culturelles n'ont pas entravé la quête des Omanaises pour plus de libertés et de possibilités d'expression. Il est possible que les Omanaises occupant des positions de direction ou des fonctions de cadre supérieur ne soient pas du tout perçues comme menaçant l'intégrité culturelle du pays. Tant que ces femmes sont d'abord des épouses et des mères et accomplissent des gestes symboliques concernant la ségrégation sexuelle dans les lieux de travail publics, elles sont récompensées par la tolérance, voire le respect pour leurs capacités professionnelles. Ce phénomène est réel dans le Golfe arabe et au Moyen-Orient en général<sup>21</sup>.

La notion « d'acceptabilité culturelle » n'est pas statique ou figée. Ce qui est considéré comme acceptable ou conforme aux traditions culturelles est plutôt imprécis et sujet à interprétation par différents groupes de pouvoir dans la société omanaise. Des traditions sont continuellement inventées, altérées et transformées. Les images de culture mondiale, véhiculées par des stations comme la BBC, MBC, CNN et MTV et projetées dans le Golfe via des récepteurs satellites, affectent les idées omanaises concernant le comportement et les réponses culturelles appropriées. Des femmes, individuellement, peuvent toujours se conduire de manière culturellement exceptionnelle. Mais quand les exceptions deviennent notables, des groupes de pouvoir locaux, qui se sentent menacés, agissent pour circoncrire ce comportement. L'illustration en est donnée par l'interdiction récente faite aux étudiantes de s'inscrire au département d'ingénierie à l'Université Sultan Qabous. Lors de sa création en 1986, l'Université était un univers nouveau. Comme l'Oman n'avait pas de tradition d'enseignement supérieur, on a assisté à l'émergence et au développement d'une vie universitaire et d'un milieu étudiant mixte. L'admission à l'Université reposait uniquement sur les résultats des examens finaux de l'enseignement secondaire, sans condition de sexe. Année après année, le nombre d'étudiantes s'est accru dans les facultés de Médecine, de Sciences et d'Ingénierie. Au début des années 1990, certains groupes au sein de la société omanaise ont commencé à exercer des pressions pour exclure les femmes de la faculté d'Ingénierie. L'argument

21. N. Hijab, *Woman Power : The Arab debate on women at work*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

était qu'il n'était pas culturellement correct pour des femmes de travailler à l'extérieur, sur le « terrain ». Ainsi, la formation des femmes comme ingénieurs est devenue soudainement inopportune, et les femmes se sont vues refuser l'accès à cette faculté.

Face à de nouvelles situations, il faut parfois créer une norme culturelle. Dans le cas de l'Oman, la nouveauté de l'institution de l'enseignement supérieur a signifié la création de traditions, qui reflétaient souvent les valeurs culturelles générales. Quand, au début des années 1990, on s'appêtait à présenter au sultan la première promotion de diplômés de la faculté de Médecine, les responsables de la faculté décidèrent d'instituer un prix de « l'étudiant exceptionnel ». Le vote du Collège International de Médecine (représentant la Suède, le Canada, le Soudan, la Jordanie, le Royaume-Uni, l'Égypte, l'Inde, la Belgique parmi d'autres nations) se déroula à bulletins secrets. Quand on découvrit que cet étudiant exceptionnel était une étudiante, le Collège International craignit que les Omanais ne considérassent inapproprié qu'une femme prît la première place. On décida de voter de nouveau afin d'entendre le prix aux deux meilleurs étudiants. Comme cela ne changeait toujours pas l'équilibre des sexes, on étendit le prix au troisième meilleur étudiant, un homme. Les trois étudiants – les deux femmes et l'homme – furent présentés au Sultan comme les trois étudiants exceptionnels de l'année, durant les cérémonies officielles de remise des diplômes dans l'amphithéâtre de l'université. A la surprise de nombreux membres de la faculté, seul le troisième étudiant s'avança pour recevoir la récompense au nom des trois personnes concernées. Ultérieurement, lors d'une cérémonie privée organisée par la faculté, les trois meilleurs étudiants reçurent respectivement les premier, deuxième et troisième prix. Parmi les étudiantes qui essayaient de trouver une explication à la cérémonie officielle de remise des prix par le Sultan, certaines affirmèrent qu'elles avaient entendu dire que le Sultan ne serrait jamais la main des femmes en public, d'autres que le Diwan, le service du protocole, avait insisté pour que seul un homme s'avance pour serrer la main du Sultan. Quelle qu'en soit la raison, et en dépit d'un inconfort évident, on initia une nouvelle tradition – mais un vieux stéréotype commun – qui faisait que les hommes apparaissaient plus méritants intellectuellement en public que les femmes.

Il semble que ce soit le développement sur une grande échelle de

leur communauté locale, et même les villages, pour voyager sans escorte jusqu'aux lieux de travail, auprès des principales firmes omanaises. Il semble qu'elles occupent des emplois détenus auparavant par des travailleurs immigrés masculins et qu'elles le fassent avec le soutien de leurs familles et de leurs enfants adultes. C'est comme si on assistait à un relâchement des contraintes culturelles qui maintenaient les femmes sous le contrôle des maris et des pères, contraintes nécessitant une prudente ségrégation réelle ou symbolique des sexes. Cependant, une lecture différente de la situation présente pourrait suggérer qu'on n'assiste pas à un relâchement, seulement à une extension des limites.

Les travaux de Hale<sup>22</sup>, Early<sup>23</sup>, Almunajjed<sup>24</sup>, Hoodfar<sup>25</sup> et d'autres analysent ou évoquent de nombreux cas où les frontières du culturellement acceptable ont été repoussées – souvent par nécessité économique et parfois par nécessité politique. Avec le soutien ou simplement l'accord des hommes de la famille, les femmes repoussent progressivement des limites qui ne sont plus viables. Ainsi, en Oman et ailleurs au Moyen-Orient, on considère qu'il n'y a pas de danger pour des femmes à postuler pour des emplois subalternes, dans des endroits comme l'université ou la compagnie pétrolière nationale. On considère le travail lui-même comme une extension du travail domestique et le relâchement par rapport aux déplacements, n'est peut-être pas plus qu'un signe opportuniste. Un chômage masculin accru, le coût de la vie élevé et la nécessité de subvenir aux besoins de familles assez nombreuses, tout cela a contribué à ce que ces femmes soient encouragées par leurs maris, aussi bien que par la communauté, à obtenir et à conserver les emplois qu'elles pouvaient trouver, quel que soit l'éloignement par rapport au foyer. C'est peut-être un exemple d'une nécessité, mère de l'innovation ou d'une innovation, fille de nécessité. Et, aussi longtemps que le nombre de femmes entrant dans ce secteur d'activité n'est pas trop grand, les notions d'atteintes à l'intégrité culturelle n'apparaissent pas pertinentes.

22. S. Hale, « Transforming Culture or Fostering Second-hand Consciousness ? Women's Front Organization and Revolutionary Parties - The Sudan case », in Judith Tucker (éd.), *Arab Women : Old Boundaries New Frontiers*, Bloomington, Indiana University Press, 1993.

23. *Op. cit.*

24. M. Almunajjed, *Women's Frontiers*, Bloomington, Indiana University Press, 1993.

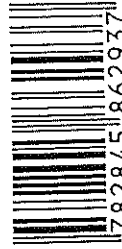
Coordonné par deux spécialistes français de la péninsule Arabique, cet ouvrage réunit les meilleurs connaisseurs arabes, européens et américains du sultanat d'Oman. Anthropologues, économistes, géographes, historiens, juristes et politologues cernent, à la lumière des héritages, des évolutions passées, des dynamiques actuelles et du contexte international, les réalités complexes de ce pays peu connu.

Ce modeste producteur de pétrole, héritier d'une thalassocratie dont les possessions jalonnaient les rivages de l'océan Indien, marqué du sceau de l'ibadisme, un rameau singulier de l'islam, occupe une position stratégique sur le détroit d'Ormuz. Il connaît depuis une trentaine d'années des transformations économiques génératrices de profonds changements sociaux et de nouvelles aspirations politiques qui sont analysés ici.

Marc Lavergne, géographe, politologue et arabisant, a dirigé plusieurs établissements français de recherche et de coopération scientifique, à Khartoum, puis à Beyrouth et Amman. Chargé de recherches au CNRS (Laboratoire d'ethnologie et sociologie comparative, Université Paris X-Nanterre), il participe aux travaux de l'équipe Géotropiques ; il a notamment publié « Le Soudan contemporain » (1989) et « La Jordanie » (1996) aux éditions Karthala.

Brigitte Dumortier, ancienne élève de l'École Normale Supérieure, agrégée de géographie, est maître de conférences à l'Université Paris IV-Sorbonne. Elle a enseigné plusieurs années à l'Université d'Al Ain (E.A.U.), à la frontière de l'Oman, puis à l'Université de Benghazi (Libye). Auteure de « Géographie de l'Orient arabe » (Armand Colin, 1997) et de nombreux articles sur la péninsule Arabique, elle suit depuis deux décennies les changements intervenus en Oman.

Collection dirigée par Jean Copans



9 782845 862937

## L'Oman contemporain



Marc Lavergne et Brigitte Dumortier  
(sous la direction de)

# L'Oman contemporain

État, territoire, identité

